

Le budget

revenu des particuliers ont doublé depuis 1984. Désormais, tous versent une surtaxe d'au moins 5 p. 100 sur leur facture d'impôt de base, et en plus, le ministre impose maintenant une taxe sur les allocations familiales et les prestations de vieillesse.

• (1630)

[Traduction]

C'est à cause de ces impostures, qui montrent l'injustice de la réforme fiscale des conservateurs, que les Canadiens restent sceptiques quand le ministre essaie de leur faire croire que la TPS sera avantageuse. C'est le message qui nous est communiqué. Les Canadiens le rejettent.

Le ministre prétend que la TPS va améliorer le sort des Canadiens à revenu modeste. Personne ne le croit. Personne ne croit non plus que le taux restera longtemps à 7 p. 100.

Le ministre affirme que la TPS n'aura pas d'incidence sur les recettes, mais tout le monde sait que c'est le début de la plus grande razzia de l'histoire de la fiscalité canadienne.

Il nous a dit pendant deux ans que la TPS rapporterait 18,5 milliards de dollars en 1991. Il a reconnu dans le budget d'hier ce que nous disons depuis le début: elle produira plus de recettes qu'on ne le dit. Le ministre lui-même affirme dans son document qu'elle rapportera 19,5 milliards, soit 1 milliard de plus. À peine découverte, elle rapporte déjà des recettes supplémentaires de un milliard.

[Français]

Le ministre nous avait dit que la TPS serait visible, mais nous savons qu'elle sera invisible dans la plupart des cas. Il avait dit que la TPS serait simple. On n'a qu'à demander aux petites entreprises du Canada, puisque le Canada sera le seul pays au monde avec deux systèmes de perception de taxes de vente: un fédéral, un provincial. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a dit au gouvernement que la TPS sera un cauchemar administratif pour les petites et moyennes entreprises.

Le ministre avait promis de supprimer les surtaxes temporaires sur l'impôt des particuliers avec l'entrée en vigueur de la TPS. Au contraire, comme d'habitude, il les a rendues permanentes, et en plus il a augmenté ces surtaxes de 3 à 5 p. 100. Il avait promis que la TPS serait accompagnée d'une réduction des impôts pour les gens de la classe moyenne mais, encore une fois, il a manqué à sa parole. Il avait promis que l'État verserait une indemnité aux petites entreprises qui devront percevoir la TPS. Ce n'est pas le cas. Il avait promis que la TPS ne toucherait pas les aliments, mais pourtant, madame la Présidente, elle touchera biscuits, tartes, sandwiches, bref presque

tout ce qui se vend dans les restaurants. Et il ne faut pas oublier que pratiquement la moitié de toutes les ventes de produits alimentaires au Canada seront touchées par la TPS parce qu'ils sont consommés à l'extérieur du foyer.

Pendant des mois, le premier ministre et le ministre des Finances ont répété sans cesse aux Canadiens qu'il n'était pas question d'abaisser le taux de la TPS de 9 p. 100, mais quelques sondages plus tard, le taux de la TPS était abaissé, mais pas assez parce que les Canadiens, encore massivement, rejettent la proposition de la taxe sur les produits et services.

Le ministre des Finances s'entête à nous répéter que la TPS ne fera pas augmenter les taux d'intérêt ou l'inflation. Il n'y a personne qui croit cela, comme il n'y a personne qui croit qu'il n'y aurait pas eu de nouvelles taxes qui seraient imposées aux Canadiens et aux Canadiennes suite au dépôt de son Budget hier, madame la Présidente.

Le ministre des Finances et le gouvernement doivent comprendre qu'il n'y a qu'un payeur de taxes au Canada qui doit payer les impôts fédéral, provincial et municipal. Pour la grande majorité des Canadiens, la taxe sur les produits et services est la goutte qui fait déborder le vase. Trop, c'est trop! On l'entend partout au pays. Les Canadiens sont toujours prêts à payer leur part, mais ils s'expliquent mal pourquoi on les taxe davantage alors que le Vérificateur général, il y a deux semaines, nous disait que les comptes recevables pour taxes et autres revenus, dûs au gouvernement du Canada, s'élèvent à plus de 7 milliards de dollars.

[Traduction]

La stratégie du gouvernement en matière d'impôts se résume en deux mots: jamais assez. Les Canadiens refusent la TPS. Mes collègues et moi avons recueilli les noms de plus de 600 000 pétitionnaires qui disent non à la TPS. Mon collègue de Dartmouth dirige contre la TPS une campagne de pétitions électronique, la première dans notre pays, je crois. La campagne se tiendra du 12 au 16 mars. Nous espérons que les Canadiens de tous les coins du pays se donneront la peine d'appeler pour exprimer leur opposition à cette taxe. Nous de l'opposition officielle nous sommes engagés à faire obstacle à cette taxe. Nous espérons que le gouvernement reviendra à la raison, qu'il se mettra à l'écoute des Canadiens et qu'il abandonnera la taxe sur les produits et services.

M. Turner (Halton—Peel): Quelle est votre solution de rechange?

M. Young (Gloucester): J'ai écouté mon collègue qui en avait d'ordinaire long à dire sur la réforme fiscale. Il me demande si j'ai une solution de rechange. Je lui réponds